



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT de VAUCLUSE – ARRONDISSEMENT de CARPENTRAS

COMMUNE DE VALRÉAS

Police Municipale

Dossier suivi par Vincent DEFOSSE

Responsable Pôle Sécurité

Tél : 04.90.10.06.60. – Fax : 04.90.37.69.75

Courriel : secretariatpm@mairie-valreas.fr

PM/VD/LD

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024-03/38

Portant modification temporaire du stationnement sur trois places de stationnement devant l'Oustau, dans la cour intérieure à l'Espace Jean Duffard, 43 Cours Victor Hugo pour le stationnement du camion traiteur organisateur des manifestations du club 3^{ème} âge.

■ LE MAIRE DE VALREAS,

- **VU** l'article L.2212-1, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** les articles L.411-1, R.411-1 à R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.417-3 et R.417-10 et R.417-11 du Code de la Route ;
- **VU** l'article R.610-5 du Code Pénal ;
- **VU** l'article L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure ;
- **VU** l'Arrêté Ministériel du 24/11/1967 modifié ;
- **VU** l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière du 07/06/1977 et du 07/07/1977 ;
- **VU** l'Arrêté Interministériel du 07/06/1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et ses textes subséquents ;
- **VU** l'arrêté municipal du 17/07/2000, relatif à la réglementation générale de la circulation et du stationnement ainsi que de l'utilisation de la voie publique ;
- **VU** la demande de **Madame PACK Claudine**, présidente du club l'OUSTAU, Espace Jean Duffard – 84600 Valréas ;
- **VU** l'arrêté du Maire n°2020-06/11 du 5 juin 2020, portant réglementation de fonctions et de signature à M. Franck VIGNE ;
- **VU** l'avis favorable des élus ;

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement sur le territoire de la ville de Valréas afin d'assurer la sécurité et le bon ordre sur la voie publique et de veiller à salubrité et la tranquillité publiques ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier et réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur trois places de stationnement devant l'Oustau, dans la cour intérieure à l'Espace Jean Duffard, 43 Cours Victor Hugo pour le camion traiteur organisateur des manifestations du club 3^{ème} âge.

ARRÊTE

Article 1 : Dans la cour intérieure de l'Espace Jean Duffard, 43 Cours Victor Hugo, trois places de stationnement sont réservées devant l'Oustau pour les organisateurs de manifestations du club du 3^{ème} âge, les :

- **Jeudi 20 juin 2024 de 8h00 à 19h00,**
- **Jeudi 12 septembre 2024 de 8h00 à 19h00,**
- **Jeudi 24 octobre 2024 de 8h à 19h00,**
- **Jeudi 21 novembre 2024 de 8h00 à 19h00,**
- **Samedi 18 janvier 2025 de 8h00 à 19h00.**

Article 2 : La signalisation est mise en place par les Services Techniques Municipaux dès affichage du présent arrêté.

Article 3 : Les dites places peuvent être rendues à leur usage initial en cas de fin prématurée ou d'annulation des manifestations.

Article 4 : Les contraventions au présent arrêté sont contestées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements. Les véhicules se trouvant en stationnements gênants ou interdits font l'objet d'enlèvement et de mise en fourrière.

Article 5 : Les droits des tiers demeurent expressément réservés pour autant qu'ils ne s'opposent pas aux mesures d'intérêt général.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, Monsieur le Directeur des services techniques municipaux et Monsieur le Commandant de la brigade territoriale de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est inscrit au recueil des actes administratif de la commune et affiché sur les lieux de mise en place des signalisations et dont ampliation est adressée à :

- Monsieur le Commandant du centre de secours,
- L'intéressé.

Fait à Valréas, le 12 mars 2024.

Pour le Maire,
Par délégation,
L'Adjoint délégué à la sécurité,
Franck VIGNE



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes (Gard) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Publication sur le site internet de la ville le : 13 MARS 2024